

28 avril, 1er mai :

mobilisons-nous pour nos droits !

APPEL — MONTREUIL, LE 22 AVRIL 2026

UN GOUVERNEMENT CONTRE NOS DROITS

La politique du gouvernement dégrade nos conditions de vie et de travail, remet en cause nos droits et asphyxie les services publics, au lieu de financer la Sécurité sociale, la protection sociale, les services publics et la Fonction publique. Dernière attaque en date: les autorisations spéciales d'absence (ASA) pour motif familial, quelle indécence! Et pendant ce temps les discussions sur l'égalité professionnelle, le plan santé travail tournent en rond alors que nous avons un besoin urgent de politiques ambitieuses pour faire de la santé au travail une priorité et construire enfin l'égalité femmes / hommes.

FINANCER LES SERVICES PUBLICS, PAS LA GUERRE

Plutôt que d'imposer l'austérité et d'augmenter les dépenses militaires, plutôt qu'annoncer 6 milliards de nouvelles coupes budgétaires, nous exigeons la mobilisation des richesses créées par le travail pour répondre aux besoins, développer les services publics, créer des emplois partout où c'est nécessaire, titulariser et fonctionnariser les contractuel·les, engager réellement la transition écologique.

AUGMENTATIONS GÉNÉRALES DES SALAIRES

L'urgence est salariale: nous revendiquons une augmentation significative des traitements, salaires, retraites et pensions, avec la revalorisation immédiate de la valeur du point d'indice, le rattrapage des pertes antérieures, le rétablissement de la GIPA et la refonte des grilles indiciaires. Nous exigeons l'égalité salariale et professionnelle entre les femmes et les hommes, la revalorisation des filières à prédominance féminine et la fin de la précarité et des temps partiels subis.

LE 28 AVRIL: SANTÉ ET SÉCURITÉ AU TRAVAIL

Le 28 avril, journée mondiale pour la santé et la sécurité au travail, nous serons mobilisés pour rappeler nos exigences pour des conditions de travail dignes, une véritable politique de prévention des risques, la reconnaissance de la pénibilité et la protection de la santé de toutes et tous dans la Fonction publique.



LE 1^{ER} MAI EST À NOUS

Le 1^{er} mai est un jour férié, chômé et payé, conquis par les luttes et garanti par la loi. Face aux tentatives de banalisation du 1^{er} mai, d'extension du travail dominical et de remise en cause de nos droits, nous réaffirmons: ce jour appartient aux travailleuses et aux travailleurs, pas au patronat ni au gouvernement.

DÉFENDRE L'INSPECTION DU TRAVAIL ET LES MISSIONS DE CONTRÔLE

Les déclarations visant à empêcher certains contrôles ou à ne pas verbaliser certaines infractions le 1^{er} mai sont inacceptables: elles portent atteinte à l'indépendance de l'inspection du travail, fragilisent les missions de contrôle et mettent en danger les agent·es. L'UFSE-CGT affirme son soutien plein et entier aux inspectrices et inspecteurs du travail, à l'ensemble des agent·es de contrôle et exige le respect strict de leurs missions au service des droits des salarié·es.

LE 1^{ER} MAI: SALAIRES, PAIX, RETRAITES

Le 1^{er} mai, journée internationale de lutte des travailleuses et des travailleurs, nous manifesterons pour la paix, contre la vie chère, pour l'augmentation générale des salaires, le retour à la retraite à 60 ans et la réduction du temps de travail à 32 heures afin de partager le travail et les richesses.

TOUS ET TOUTES MOBILISÉ·ES!

L'UFSE-CGT appelle l'ensemble des agent·es de la Fonction publique d'État à se mobiliser massivement pour nos droits, nos salaires, nos retraites, nos missions de services publics en participant aux initiatives du 28 avril puis aux cortèges du 1^{er} mai !